

Anthropologie et Sociétés



Présentation Introduction

Claude Bariteau

Volume 9, Number 2, 1985

Pouvoir local et crise économique

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/006262ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/006262ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)

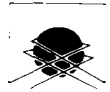
1703-7921 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Bariteau, C. (1985). Présentation. *Anthropologie et Sociétés*, 9(2), 1–5.
<https://doi.org/10.7202/006262ar>

PRÉSENTATION



Claude Bariteau

Avec la crise, les principaux consensus politiques et socio-économiques des dernières années sont remis en question dans presque tous les pays. L'accentuation de l'internationalisation du capital a perturbé l'ordre économique et politique qui prévalait. Si de nouveaux modes de régulation s'annoncent, il y a place d'ici à leur implantation pour des soubresauts inattendus.

Cette crise a eu des effets multiples et aucune issue ne semble se dessiner clairement. Dans son sillon, elle engendre des remodelages d'activités économiques naguère florissantes, provoque des déplacements inusités de la force de travail et agence des liaisons nouvelles de la production, le tout en symbiose avec une concentration du contrôle des formes monopolistes.

Tout se passe comme si l'on assistait à un nouvel ordonnancement, à l'échelle du monde capitaliste, de l'organisation de la production et ce, au moment même où le pouvoir politique s'affirme principalement par son retrait de la scène sociale. En effet, alors que s'imposent des ajustements économiques majeurs, les surplus se tarissent et les programmes sociaux sont mis en veilleuse. Pourtant, la nécessité de ces programmes est plus que jamais justifiée. Avec la crise, apparaissent les pertes d'emploi, les baisses de revenus, les gels de salaires, les augmentations de chômage, etc. Ce sont aussi des perturbations sociales diverses qui s'annoncent dans les milieux directement affectés par les restructurations en cours.

De fait, l'état keynésien est attaqué dans ses fondements. Le monde du travail, le patronat et le gouvernement n'en partagent plus les principes de base. Des projets nettement contradictoires s'affrontent. En l'absence d'emplois stables, de revenus à la hausse et de programmes sociaux, le monde du travail questionne les formes capitalistes de production et conteste leur valorisation. De son côté, le patronat louange les vertus du néo-libéralisme et en fait le tremplin de la croissance de demain. Quant à la plupart des gouvernements, ils prêchent la modération, ayant abdiqué leur rôle de levier et abandonné les idéaux qui les animaient.

Quelles que soient les formes institutionnelles de l'état keynésien dans chaque pays industrialisé, ces remises en question sont au cœur de tous les débats sociaux et politiques. Ceux-ci ne concernent pas seulement les pouvoirs centraux. Ils s'expriment aussi au niveau local, là où la crise imprègne le quotidien. Comme en contexte de crise les ponctions en taxes sont impopulaires et la redistribution de l'état davantage parcimonieuse, voilà qui est suffisant pour interroger les orientations des activités sur la scène locale et transformer celle-ci en révélateur d'enjeux de la crise.

Au delà des signes de paupérisation et des réactions parfois violentes qui se manifestent dans les localités et les régions affectées, au delà des stratégies individuelles ou familiales qui prennent forme en réplique aux modifications des conditions sociales de reproduction, au delà même de la diversité des pratiques sociales collectives face à l'austérité qui s'impose comme seul moyen de sortir de la crise, que pouvons-nous dégager de ce qui se produit sur la scène locale ? Sommes-nous en présence de phénomènes tellement généraux que toute analyse localisée ne saurait révéler que des applications particulières difficilement explicables ? Ou, plutôt, sommes-nous en face de manifestations diverses dont les logiques peuvent être décodées sur la base des forces locales qui s'affrontent ?

Ces questions nous placent au cœur même de la problématique du pouvoir local. Ce qui se passe au niveau local n'est-il, somme toute, que des signes renvoyant à des processus globaux, rendant impossible toute identification de contraintes qui en modulent localement l'expression ? Si non, si véritablement des contraintes imprègnent ces signes, celles-ci n'ont-elles de résonance qu'à l'intérieur des frontières d'un pays de telle sorte que leur analyse nous rapprocherait de ce qui encadre l'expression des signes sur la scène locale ?

Nous avons pensé que l'analyse de pratiques en cours sur la scène locale à l'occasion de la crise, tout en traçant les grandes lignes des conséquences des perturbations engendrées, pouvait être un moyen d'aborder à nouveau ces questions qui préoccupent les anthropologues, les sociologues et les politologues qui s'intéressent aux problèmes urbains dans les sociétés occidentales. Telle est l'idée maîtresse qui a présidé à la réalisation de ce numéro d'*Anthropologie et sociétés*. Pour la concrétiser, trois exigences complémentaires nous sont apparues importantes pour arriver à cerner les questions posées. La première a trait au découpage de l'objet d'étude. Nous avons opté pour ce qu'il est convenu d'appeler le pouvoir local, c'est-à-dire celui qui s'exerce en regard d'institutions localement implantées. La seconde concerne l'approche du pouvoir local. Il nous apparaissait nécessaire, pour des fins de comparaison, que celle-ci tienne compte, malgré des variations possibles, des forces sociales en présence sur la scène locale, notamment des classes sociales. La troisième exigence découle aussi de nos visées comparatives. Elle s'est exprimée dans la sélection d'études traitant du pouvoir local dans des pays industrialisés différents mais capitalistes. Elle rejoint en grande partie

une remarque faite par Maurice Godelier lors de la clôture du colloque tenu à Nanterre à l'automne 83 par la Section de recherche communautaire de l'Association Internationale de sociologie (AIS). Ce dernier affirmait l'urgence d'études comparatives entre les pays industrialisés pour saisir des réalités que les comparaisons avec les pays africains notamment ne permettent pas d'affiner tellement les différences sont grandes. Avec cette exigence, nous nous plaçons d'emblée hors des sentiers habituels de l'anthropologie sans toutefois quitter les fondements comparatifs de cette discipline. Au contraire, nous les mettons en application pour saisir ce qui se révèle dans les sociétés capitalistes industrialisées.

Les textes de ce numéro véhiculent ces contraintes. Tous traitent de la crise et de ses effets en documentant certains signes révélateurs des perturbations qu'elle a eues sur le pouvoir local. Tous abordent ces perturbations en balisant le pouvoir local dans son contexte national et en mettant le cap sur les forces sociales derrière les pratiques qui émergent. Tous, aussi, débordent les limites imposées et révèlent à la fois leur approche de la réalité observée et les particularités qui les intéressent.

Ainsi, le texte de Smith et Tardanico montre comment ce qui se passe aux États-Unis au niveau local s'inscrit dans le processus de déstructuration-restructuration du capital à l'échelle internationale et dans la foulée des stratégies capitalistes en cours aux États-Unis. Les auteurs attirent l'attention sur l'existence de signes nouveaux (croissance de l'économie informelle, affaiblissement des syndicats, apparition d'entreprises à bas salaires et mouvements migratoires) qui irradiant à l'intérieur du *Sunbelt* et provoquent des mobilisations urbaines basées sur le voisinage.

Pickvance, de son côté, note que les activités du pouvoir local en Grande-Bretagne sont influencées par les partis politiques nationaux et de plus en plus marquées du sceau de la professionnalisation. Analysant les conflits entre le pouvoir central et le Greater London Council, il indique qu'ils découlent directement de la crise et des oppositions qu'elle a générées quant aux orientations des activités propres au pouvoir local au sein des organismes en cause. Du coup, il en révèle l'importance comme enjeu politique national dans la gestion de la crise tout en décrivant les mécanismes complexes de résistance qui ont alors pris forme. Ce dernier point serait d'ailleurs l'une des particularités du pouvoir local en Angleterre.

Braquant son attention sur des unités de petite dimension au Québec, Bariteau démontre que l'état des rapports entre les forces sociales sur la scène locale n'est pas indépendant des orientations qui s'y sont manifestées à l'occasion de la crise, ce qui l'amène à mettre en relief le poids des bases organisationnelles des classes sociales sur l'échiquier politique et économique local. L'auteur attire l'attention sur ce facteur comme élément explicatif de la diversité des expressions locales du pouvoir.

Dion développe un aspect analogue en se penchant sur les municipalités de gauche de la banlieue parisienne où le parti communiste a mis au point un modèle original d'implantation. Toutefois, un peu en porte-à-faux suite aux changements survenus sur la scène nationale et aux transformations des caractéristiques de la population des banlieues observées, son influence régresse en grande partie sous l'effet conjoint de l'usure du militantisme et des restrictions budgétaires qui rendent difficile le maintien du support d'une clientèle locale. Du coup, ressort avec rigueur l'incidence du pouvoir central sur la définition des stratégies locales dans un contexte où sont en lutte des partis politiques véhiculant des orientations sociales opposées.

Avec le texte de Andrew, Léveillé et Quesnel traitant des trois agglomérations urbaines les plus importantes au Québec, l'on est davantage mis en présence du déroulement d'une gestion locale devenue l'affaire de certains groupes locaux (commerçants, entrepreneurs, nouveaux résidents, etc.) qui canalisent à leur avantage les politiques des gouvernements supérieurs tout en s'attirant l'appui des puissants groupes économiques installés dans ces centres, grâce à une stratégie leur permettant de s'affirmer en intermédiaire auprès des groupes populaires. Derrière ces scènes locales se profile alors l'affirmation des intérêts de certaines classes qui, à l'occasion de la crise, ont réussi à juguler les aspirations des groupes populaires.

Dans un contexte tout à fait différent, celui de l'arc jurassien en Suisse, Hainard, Thevoz et Bassand identifient des dynamismes nouveaux dans des collectivités affectées par la crise et dont les maîtres d'œuvre sont des leaders nouveaux qui remplacent les notables politiques antérieurs et s'agitent pour assurer la relance économique en cherchant à impliquer toutes les forces sociales possibles. Le choc des pertes d'emploi y a créé un mouvement de mobilisation dont l'une des conséquences est la remise en question des contraintes imposées aux communautés locales dès lors que leurs leaders envisagent le déploiement de mesures susceptibles de reconstituer les bases de l'économie.

De ces textes riches en données nouvelles, on retiendra surtout un parti pris pour la contextualisation du niveau local de pouvoir et l'analyse des luttes en cours. En ce sens, ils n'invitent pas à un débat théorique sur l'autonomie relative du pouvoir local, ce qu'ont réalisé des études antérieures, ou sur la façon d'aborder ce qui se déroule sur la scène locale en tentant d'identifier le cadrage théorique le plus pertinent. Ils réalisent tout cela en combinant de manière originale des données empiriques et des précisions théoriques. En cela, chacun d'eux apporte des éléments nouveaux à la problématique du pouvoir local.

Derrière ces présentations, lorsqu'on les compare entre elles, certaines tendances ressortent. L'une d'elles est certes le renforcement, en période de crise, des forces sociales autour de la bourgeoisie et des éléments de la petite bourgeoisie traditionnelle et nouvelle sur la scène locale. Ce renforcement est des plus évidents dans les cas du Québec et de la Suisse. Aux

États-Unis, à l'intérieur du *Sunbelt*, des groupes ethniques réalisent quelques percées sur cette base. En Angleterre et en France, les oppositions sur la scène locale, comme elles sont médiatisées par les partis politiques, rendent plus opaque ce renforcement sans pour autant l'éviter.

En réalité, les écarts manifestes dans ce renforcement en cours semblent découler, tout compte fait, des écarts dans l'organisation des groupes en présence. Plus le prolétariat et les groupes populaires manifestent une faiblesse à ce titre, plus ils sont placés sur une voie d'évitement, plus les détenteurs du pouvoir peuvent affirmer leurs projets de société soit directement, soit par l'intermédiaire d'agents politiques. Cette tendance ressort nettement lorsqu'on interroge sous cet angle les six textes de ce numéro. S'il est d'ailleurs une tendance forte qui s'affirme, c'est bien celle-là. Dès que l'opposition est faible sur la scène locale, émergent surtout des intermédiaires-médiateurs. Par contre, si elle est un tant soit peu organisée, nous voilà en présence d'une résistance plus visible parvenant même à enrayer des orientations définies à l'échelle nationale. Dans ce cas d'ailleurs, le débat devient politique comme en témoignent les textes de Pickvance et Dion. Autrement, il s'incruste dans l'économie et les détenteurs du pouvoir se retrouvent quasi à l'intérieur d'un vacuum politique. Le cas de la Suisse est révélateur d'une telle conséquence.

En ce sens, les tendances qui ressortent de ces textes proposent implicitement des bases éventuelles pour réaliser des comparaisons susceptibles d'assurer une lecture des pratiques sociales locales capables d'éviter les pièges engendrés par la diversité des contextes. Un effort en cette direction s'impose pour sortir des spécificités nationales et des tentatives de généralisation qui, dans la plupart des cas, annulent l'influence potentielle des forces sociales qui s'affirment localement. À cet égard, les suggestions faites par Pickvance alimenteront sûrement nos réflexions futures.

Les textes présentés dans ce numéro incitent, à mon avis, à pousser la recherche dans cette voie puisqu'elle est la seule, tout compte fait, qui permettrait une lecture des différences dans les pratiques sociales localement exprimées qui dépasse leur simple description ou identification, en quelque sorte une lecture qui les rendrait significatives et fournirait alors aux sociologues, politologues et anthropologues des indicateurs pour approfondir ce qui se passe dans leur société et, aussi, être plus en mesure d'identifier les enjeux des problèmes urbains dans les autres sociétés.

Ce dernier point m'apparaît fondamental car, pour bien saisir ce qui se passe ailleurs, encore faut-il avoir cerné de façon satisfaisante ce qui se déroule sous nos yeux. Autrement, le risque est grand de voir l'ailleurs en imaginant qu'il est surtout différent sans que l'on sache trop pourquoi.

(La revue remercie Claude Bariteau, responsable du thème de ce numéro).